



Pour la défense des services publics et leurs missions :

Fonctionnaires, agents, actifs, retraités et usagers

TOUS MOBILISÉS LE 22 MARS

Depuis les élections présidentielles de mai 2017, le gouvernement Macron-Philippe attaque frontalement la fonction publique et ses agents, devenus les boucs émissaires de notre pays et responsables du déficit de la France.

Après avoir décidé de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires, de geler la valeur du point d'indice, de rétablir le jour de carence et de refuser la compensation intégrale et pérenne de la CSG, le gouvernement va encore plus loin avec le premier comité interministériel de la transformation publique et ses annonces. CAP 2022 (action publique 2022) c'est l'**abandon de missions des services publics**, le transfert au secteur privé, la précarisation et la destruction du statut général et des statuts particuliers. **Avec CAP 2022 : c'est moins de services publics !**

ÇA SUFFIT !

La fonction publique est garante de l'intérêt général au service de la cohésion sociale. Les moyens existent pour mettre en œuvre des orientations de progrès social. Nous sommes tous victimes de la casse des services publics.

Hôpitaux, écoles, EHPAD, services aux personnes, La Poste, services municipaux, SNCF...

Personne n'est épargné, tout le monde est impacté !

L'intersyndicale mayennaise CGT, FO, FSU et Solidaires exige :

- Les moyens nécessaires indispensables pour permettre les missions de services publics
- L'ouverture de négociations immédiates pour le dégel de la valeur du point d'indice
- L'arrêt des suppressions de postes et la création d'emplois statutaires : non à la précarisation dans la fonction publique
- La titularisation immédiate des personnels contractuels
- L'abrogation du jour de carence
- Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle
- La défense du système de retraite par répartition et des régimes particuliers
- Le maintien du statut général des fonctionnaires, et des statuts particuliers, garantissant de répondre aux besoins de la population sur tout le territoire et garantissant l'égalité entre usagers.

Et dans notre département ?

EHPAD : Personnel insuffisant. Malgré l'investissement voire le courage des personnels en sous-effectifs, nous pouvons clairement parler de maltraitance institutionnelle : des soins réduits au minimum. Le quotidien du personnel soignant en EHPAD, c'est faire plus avec moins.

Des salariés épuisés, avec des conditions de travail intolérables.

Projets de fermeture d'EHPAD ou de fusions créant des structures immenses et inhumaines.

Ecoles : De moins en moins d'écoles en Mayenne. Chaque année voit son lot de fermetures dégradant les conditions d'enseignement et d'accueil des élèves. A la rentrée 2018, **ce sont 23 fermetures de classes** dans les villages mayennais.

Des structures spécialisées surchargées, avec des personnels accompagnants en grande précarité gagnant à peine plus de 600 euros...

Hôpitaux : **Suppressions des lits, suppressions de postes de soignants, services d'urgence surchargés et débordés, absence de médecins spécialistes, délais de rendez-vous inadmissibles.** Les hôpitaux sont déjà à bout. Le projet du gouvernement continuera à détruire le service de santé républicain.

Des salariés épuisés, précarisés. Comment bien soigner quand le personnel est maltraité, précarisé et méprisé ?

La poste : **De nombreuses fermetures de bureaux de postes** sont annoncées pour 2018 : Bazouges, Port-Brillet, Saint Pierre la Cour... D'autres bureaux vont voir leurs horaires d'ouvertures diminuer. La fermeture d'un bureau de poste c'est autant de perte pour le développement des activités économiques, sociales sur notre territoire. **C'est la casse d'un service public accessible à toutes et à tous en tout point du territoire.**

Préfecture : La **disparition de l'accueil du public** à Laval augmente les temps de traitement des demandes comme pour les permis de conduire, carte grise, engendrant même des frais supplémentaires pour le citoyen. La dématérialisation a ses limites.

Territoriaux : Les fonctionnaires territoriaux subissent de plein fouet **l'abaissement de la dotation générale de financement impartie aux collectivités territoriales.** Ceci se constate par la **baisse d'investissement et les mesures drastiques d'économie à réaliser dans les communes.**

De plus le fonctionnaire territorial mayennais voit son pouvoir d'achat stagner voire diminuer avec l'augmentation de la CSG sans compensation comme promis par le gouvernement, le gel du point d'indice, le ralentissement de la carrière par les refus d'avancement de grade. Les agents territoriaux mayennais sont la variable d'ajustement budgétaire. Ils n'en peuvent plus !

Lactalis : Cette affaire confirme le « leurre » des auto-contrôles dans l'univers du profit, et montre que **seuls des services de l'Etat forts de fonctionnaires en nombre suffisant avec les moyens adéquats sont garants de l'intérêt général.**

Et la liste n'est pas exhaustive !

NON à la Casse du Service Public

Le 22 mars, retrouvons-nous :

A 9 h, salle de l'Auditorium (salle polyvalente) à Laval :

Assemblée générale unitaire

A 14h30, place du jet d'eau à Laval :

Manifestation unitaire